

IDÉES • INTERNATIONAL

Gilles Kepel : « Les pouvoirs en place au Moyen-Orient seront comptables de manière exacerbée de leur gestion de la crise »

Les effets cumulés du Covid-19 et de l'effondrement des cours du brut ébranlent la région, même si à court terme les régimes gardent la main du fait de l'urgence, analyse le politiste, dans un entretien au « Monde ».

Propos recueillis par Marc Semo • Publié hier à 06h00, mis à jour hier à 13h44

Article réservé aux abonnés

Arabisant et professeur à l'université Paris Sciences et Lettres, Gilles Kepel est titulaire de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure (ENS), et enseigne à Sciences Po. Il est membre du Haut Conseil de l'Institut du monde arabe. L'auteur de *Sortir du chaos* (Gallimard, 2018) analyse l'impact de l'épidémie de coronavirus sur le Moyen-Orient, notamment par l'effondrement du prix du pétrole.

La pandémie de Covid-19 est-elle en train de changer la donne au Moyen-Orient ?

La baisse tendancielle des prix du pétrole est un phénomène structurel qui précède la pandémie de Covid-19, mais que celle-ci a amplifiée en mettant l'économie mondialisée – très gourmande en hydrocarbures – quasiment à l'arrêt pour une période et selon des modalités indéterminées à ce jour. Si on valide l'hypothèse que l'ère pétrolière faisait des États producteurs du Golfe persique les maîtres de la région et des acteurs centraux de la planète avec l'explosion des prix du brut lors de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, il me paraît clair que, désormais, on est en train de changer d'époque. Pas seulement parce que les moyens modernes de forage permettent de produire des hydrocarbures presque partout – le Golfe conservant le quasi-monopole d'un coût d'extraction très bas, au-dessous de 10 dollars en moyenne le baril [9,1 euros] –, mais surtout parce que l'économie rentière ne peut plus assurer les équilibres politiques, notamment à cause de l'explosion démographique de la région.

Celle-ci crée des tensions sociales insupportables, dont les « printemps arabes » du début de la décennie 2010 ont été le symptôme, et qui aboutissent aux guerres civiles, avec leurs séquelles migratoires. Elles vont en outre s'amplifier, aggravées par le réchauffement climatique, dont l'usage immodéré des hydrocarbures est la cause principale et la désertification l'effet majeur dans la région. La rente a créé l'irresponsabilité. Elle a conduit au chaos, renforcé par les extrémistes religieux, qui voyaient dans le djihad, nourri par la manne pétrolière, l'accomplissement du messianisme conquérant de l'islamisme politique à l'échelle planétaire.

L'accord russo-saoudien pour limiter la production va-t-il réussir à enrayer la chute des cours du brut ?

L'effondrement du prix du baril a été causé par la volonté russe de faire sortir du marché, en les ruinant, les producteurs de pétrole de schiste américains. Ils inondaient le marché et avaient conquis l'hégémonie mondiale, distançant Riyad et Moscou. De nombreux pétroliers de l'Ouest américain sont en faillite, et les sénateurs de ces États ont exercé une pression maximale sur Donald Trump pour contraindre l'Arabie saoudite à arrêter la « surenchère à la baisse » avec la Russie, menaçant de sanctionner au Sénat l'engagement militaire saoudien au Yémen. Riad vient du reste de mettre en place un « cessez-le-feu unilatéral ».

Lire aussi | Pourquoi le cours du pétrole américain s'est effondré, jusqu'à passer sous zéro dollar

Je crois que Moscou a voulu boxer au-dessus de sa catégorie, et que le Kremlin n'avait pas anticipé que la pandémie, en précipitant l'effondrement de la demande, accélérerait ce processus jusqu'à toucher d'abord la Russie, bien plus dépendante de ses exportations d'hydrocarbures que les Etats-Unis dont l'économie est différenciée et dynamique.

Cela va-t-il encore aggraver la crise économique en Iran, pays le plus touché de la région par le Covid-19 ?

L'Arabie saoudite a pris des mesures rationnelles très rapides de confinement et suspendu le pèlerinage à la Mecque. Ce fait sans précédent montre que le prince héritier considère ne plus être dépendant pour sa légitimité des grands clercs religieux, contrairement aux monarques qui l'ont précédé.

En revanche, l'establishment iranien a été incapable de s'émanciper de la mainmise idéologique du Guide Suprême, basée sur l'accomplissement des rites du chiisme, notamment l'adoration des tombeaux des imams et autres saints, embrassés et touchés avec la paume de leurs mains par les foules de dévots... d'où la propagation fulgurante du Covid-19 dans le pays et les communautés chiïtes de la région, au Liban en particulier. Le Hezbollah a dû mobiliser ses médecins et infirmiers à grand renfort de propagande pour tenter de s'en dédouaner...

On pense, à Washington, que la République islamique ne s'en relèvera pas. La résilience iranienne a défié ces prévisions dans le passé, mais le fait nouveau est que l'Irak voisin, dont les ressources pétrolières ont été quasi confisquées par Téhéran pour limiter l'impact des sanctions prises par les Etats-Unis, est aujourd'hui en révolte contre ce pillage, y compris dans certains milieux chiïtes, et que le pouvoir à Bagdad est en train de se déliter sous l'effet de la pandémie.

Le régime iranien est-il ébranlé ?

Le confinement a entraîné l'effondrement de l'économie. Les autorités ont préféré en le levant prendre des risques sur le moyen terme – une nouvelle contagion – pour éviter une catastrophe sociale à court terme. Le régime joue sa propre survie et sa pérennité au regard d'une population à laquelle il ne peut plus distribuer les revenus d'une rente pétrolière suffisante. Mais si conjoncturellement le régime réussit à sauver les apparences, il est structurellement affaibli en interne et à l'extérieur.

L'Irak est en train de lui échapper en partie et il n'a plus beaucoup d'alliés, à l'exception de la Chine, qui a actuellement d'autres priorités. La Russie lui apporte un soutien mesuré. L'Europe a pris ses distances, notamment la France, qui avait beaucoup œuvré pour réintroduire l'Iran dans le concert des nations, par exemple lors du G7 de Biarritz en août 2019, et est soumise à l'odieux chantage sur notre collègue Fariba Adelkhal, chercheuse franco-iranienne à Sciences Po, détenue en otage dans la prison d'Evin, à Téhéran.

Le coronavirus est-il une aubaine pour les régimes autoritaires de la région, en entraînant la fin de mouvements de protestation qui avaient secoué l'Irak, le Liban et l'Algérie ?

La gestion de la pandémie est partout un quitte ou double pour les dirigeants, qui seront jugés sur des résultats aléatoires. A ce stade en effet, la modélisation des politiques est défiée par les effets imprévisibles du virus. Les pouvoirs en place ont la main du fait de l'urgence et les oppositions sont moins audibles : mais ils seront comptables de manière exacerbée de leurs succès ou échecs. En Irak, au Liban ou en Algérie, les acteurs politiques des oppositions n'appellent plus à manifester dans la rue en raison des risques de contamination. Les gouvernements n'en seront pas moins durement jugés par la

population si la corruption, la gabegie, l'autoritarisme, l'incompétence engendrent l'aggravation de la contagion.

Lire aussi | En Turquie, le président Erdogan utilise l'épidémie pour ses ambitions régionales

En Turquie, où la société civile reste déterminée malgré les épreuves, le puissant ministre de l'intérieur Suleyman Soyli a été contraint de présenter sa démission, refusée par le président Recep Tayyip Erdogan, à cause d'une gestion précipitée et erratique du confinement. La pandémie va probablement créer de nouveaux équilibres sociaux, comme cela a été le cas jadis des grandes pestes, qui ont contribué à ruiner l'aristocratie foncière en la privant d'une main-d'œuvre abondante décimée.

En Syrie, la lutte contre le virus est prise en main par l'allié russe. Cela renforce-t-il encore un peu plus son emprise sur le régime ?

La Russie a une politique de soutien sanitaire au régime de Bachar Al-Assad. Dans les zones contrôlées par la rébellion et les djihadistes, notamment dans la poche d'Idlib, mais aussi des zones du nord-est, où les forces kurdes restent dominantes, les hôpitaux, les dispensaires ont été massivement bombardés, et la situation humanitaire est catastrophique.

Par ailleurs, le départ des militaires occidentaux d'Irak du fait de la contagion a impacté la lutte contre Daech, dont les réseaux se restructurent. Le terrorisme et la pandémie sont congruents. Celle-ci, en affaiblissant les institutions, diminue leur résistance aux divers groupes armés. Les forces de l'ordre sont exposées en allant au contact. En outre, le rejet des Etats qui auront failli à contenir le virus favorisera l'extrémisme du désespoir. C'est pourquoi la gestion de la crise sanitaire est un enjeu majeur – d'autant plus dans un Moyen-Orient où la fin du modèle pétrolier est propice à des bouleversements d'ampleur à assez court terme.

Lire aussi | En Irak et en Syrie, le groupe Etat islamique bénéficie de la confusion et du désengagement occidental

Est-ce qu'il y a des alternatives économiques pour ces pays ?

La volonté des pays occidentaux de « relocaliser » une partie de la production de biens qui avait été « délocalisée » en Chine et a conduit aux goulots d'étranglements que nous avons subis, peut être bénéfique pour les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Un certain nombre d'activités industrielles pourraient être installées au Maroc, en Tunisie, en Egypte et peut-être au Levant où les salaires sont compétitifs par rapport à la Chine.

La Turquie avait montré la voie, avant qu'Erdogan ne s'engage dans une politique de confrontation. Le Maroc développe un secteur secondaire dynamique à l'exportation. Il y a là une opportunité à s'émanciper de la rente, avec l'émergence d'entrepreneurs et de travailleurs productifs, socle de la démocratisation. C'est un gros enjeu aussi pour l'Union européenne... espérons qu'elle se donnera les moyens de contribuer à sa réussite !

Marc Semo